

Toutes les pièces jointes et annexes référencées dans ce rapport sont disponibles en ligne sur le site internet du SIED 70, à la rubrique « Espace adhérents », « Rapports et images de présentation du Comité syndical » : <https://www.sied70.fr/espaceadherents/rapportscomitesyndical>

Indemnités de fonction et frais de déplacement

Les indemnités de fonction du président et des vice-présidents sont fixées en application de l'article L5211-12 du Code Général des Collectivités Territoriales par le Comité Syndical dans les 3 mois qui suivent son installation.

Conformément à l'article R5212-1 du CGCT, pour le SIED70 (population municipale de 236 659 au dernier recensement), les montants maxima de ces indemnités sont limités par les maxima suivants :

- Indemnité du Président : 37.41 % de l'indice brut terminal de la fonction publique
- Indemnité d'un vice-président 18.70 % de l'indice brut terminal de la fonction publique

Ainsi, il est proposé au Comité syndical de fixer le montant des indemnités de fonction des élus selon le tableau ci-après :

Bénéficiaires	Délégation	% de l'indice brut terminal de la fonction publique
Président, Jean-Marc JAVAUX		32.70
1 ^{er} Vice-Président, Pascal GAVAZZI	aux Economies d'énergie, à la Performance énergétique et aux Energies Renouvelables (y compris les chaufferies bois et réseaux de chaleur) ainsi qu'à l'animation des actions s'y rapportant	15
2 ^{ème} Vice-Président, Marie BRETON	aux Finances, à la Communication, aux Affaires Générales ainsi qu'à l'évolution des statuts du syndicat	15
3 ^{ème} Vice-Président, Philippe COMBROUSSE	aux Travaux sur les réseaux de distribution publique d'électricité, les installations communales d'éclairage public et de génie civil de communications électroniques ainsi qu'aux questions de compétences en éclairage public et génie civil	15
4 ^{ème} Vice-Président, André GAUTIER	aux concessions et plus particulièrement à la gestion des services publics de distribution d'électricité et de gaz, ainsi qu'au suivi des cahiers des charges de concession et aux Installations de Recharge pour Véhicules Electriques et hybride rechargeable (IRVE)	15

LES COMMISSIONS

A/ La commission consultative des services publics locaux

En application de l'article L1413-1 du Code général des collectivités territoriales, le SIED 70 doit créer une commission consultative des services publics locaux.

Cette commission doit être consultée sur tout nouveau projet de création de service public en délégation du service public ou en régie, à condition que celle-ci soit dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, qu'il s'agisse de services publics industriels ou commerciaux ou de services publics administratifs.

La commission doit comprendre des membres du Comité syndical, des représentants d'associations locales et le cas échéant, en fonction de l'ordre du jour, de personnes qualifiées avec voix consultative.

Lors de sa réunion du 20 septembre 2014, le Comité du SIED 70 avait décidé que, sous la présidence du Président du SIED 70, cette commission serait composée de :

- ✓ 9 membres du Comité syndical (administrateurs et délégués) ;
- ✓ 1 représentant désigné par chacune des associations suivantes : AMF, AMR, COFOR, UDAF, Franche-Comté Consommateurs, Haute-Saône Nature Environnement, GAÏA Energies et ADERA. (l'UDAF, ayant fait savoir par courrier du 26/12/19, qu'elle ne pourrait plus participer à cette commission).

Il pourrait être ajouté à cette liste une ou 2 associations ayant pour objectif de favoriser et promouvoir l'acquisition et l'utilisation des véhicules électriques et hybrides, notamment en stimulant et accompagnant le déploiement de la mobilité électrique auprès des collectivités locales et des entreprises (AVERE, BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE MOBILITE ELECTRIQUE (BFC ME)).

Il sera proposé au Comité de fixer la composition de la commission consultative des services publics locaux du SIED 70, de désigner les représentants du Comité syndical, de retenir les associations qui pourraient être représentées dans cette commission et de proposer que ces associations nomment leur représentant à cette commission.

B/ Les autres commissions

En application, de l'article L2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé de créer une commission correspondant à chacune des délégations accordées aux Vice-présidents qui les présideraient.

Il est donc proposé au Comité de désigner parmi ses membres une quinzaine de délégués intéressés selon leurs compétences, pour participer à une des 4 commissions suivantes :

- ✓ Economies d'énergie, Performances énergétiques et Energies Renouvelables
- ✓ Finances, Communication, Affaires générales et Evolution des statuts
- ✓ Travaux sur les réseaux de distribution publique d'électricité, les installations communales d'éclairage public et de génie civil de communications électroniques
- ✓ Concessions et Installations de Recharge pour Véhicules Electriques et hybride rechargeable (IRVE).

DESIGNATION D'UN DELEGUE ELU AU CNAS

Le SIED 70 adhère au Comité national d'action sociale (CNAS) pour le personnel des collectivités territoriales depuis le 1er septembre 2002 (délibération n°4 du Bureau syndical du 6 mai 2002).

Le Comité Syndical aura à désigner un représentant du SIED 70 au collège « élus » du CNAS pour le mandat 2020-2026.

REGLEMENT INTERIEUR

L'article L2121-8 du CGCT, rendu applicable aux syndicats mixtes fermés comprenant des communes de plus de 3 500 habitants par les articles L5711-1 et L5211-1 du CGCT, prévoit que l'instance délibérante établit son règlement intérieur dans les 6 mois qui suivent son installation. Ce règlement définit notamment les règles applicables en matière de questions orales.

On trouvera ci-joint le projet établi, reconduisant les modalités du règlement intérieur en vigueur à la fin du précédent mandat.

REPRISE DE LA COMPETENCE CHAUFFERIE BOIS PAR LA VILLE DE VESOUL

Par délibération n°73 en date du 29 juin 2020 de la commune de Vesoul a demandé la reprise de la compétence « chaufferie et bois et réseau de chaleur » qui avait été transférée au SIED70.

Le solde des prestations externes s'établit comme suit :

- Dépenses (frais de publicité, premières études) :	13 680 €
- Recettes (subvention ADEME en attente):	<u>8 500 €</u>
Solde à charge du SIED 70	5 180 €

Il est proposé au Comité Syndical d'accepter cette reprise de compétence par la ville de Vesoul et de demander le remboursement des frais externes engagés, déduction faite des subventions obtenues.

Le Bureau Syndical réuni en séance le 29 septembre 2020 a émis un avis favorable à cette proposition.

RECHARGES POUR VEHICULES ELECTRIQUES - TARIFICATION

Le Comité syndical, par délibération n°1 du 12 septembre 2015, s'était engagé à ne demander aucune contribution aux utilisateurs des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques et hybrides rechargeables (IRVE) pendant les 3 premières années suivant leur mise en service. Cette période sera échue au 31 décembre 2020.

Au vu du développement encore en devenir de l'usage de ces véhicules et du coût relativement faible au regard des capacités financières du syndicat, il sera proposé au Comité Syndical de prolonger cette période de gratuité d'accès à la recharge aux utilisateurs pour une durée de 2 ans.

Le Bureau Syndical réuni en séance le 29 septembre 2020 a émis un avis favorable à cette proposition.

REGIME INDEMNITAIRE DE FONCTIONS, DE SUJETION, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

Le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel a été créé par décret 2014-513 du 20 mai 2014, modifié par le décret n°2015-661 du 10 juin 2015 dont les modalités de mise en œuvre sont définies par la circulaire du 5 décembre 2014.

Le RIFSEEP a vocation à devenir le régime indemnitaire de référence pour tous les cadres d'emploi de la fonction publique, et ce, de manière exclusive par substitution à la grande majorité des primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir des agents exerçant dans la fonction publique.

Par délibérations n°3 du 6 septembre 2017 portant instauration du RIFSEEP pour les agents de la filière administrative, n°6 du 20 novembre 2017 pour les agents techniques et n°10 du 29 juin 2020 pour les techniciens et ingénieurs, le Bureau Syndical a décidé de la mise en place de ce régime indemnitaire pour les agents du Syndicat

Une jurisprudence relativement récente (Cour administrative d'Appel de Versailles du 25 janvier 2018) indique cependant que la mise en œuvre du régime indemnitaire nécessite une délibération du Comité Syndical.

Il est donc proposé au Comité Syndical d'approuver l'instauration de l'Indemnité de Fonction, de Sujétions et Expertise ainsi que le Complément Indemnitaire Annuel dans les conditions définies par le Bureau syndical au travers des 3 délibérations susmentionnées.

CREATION D'UN POSTE DE TECHNICIEN TERRITORIAL (CEP)

L'ADEME, en partenariat avec le Conseil régional, a lancé un 2ème appel à candidature en 2020 pour la création de nouveaux postes de Conseillers en Energie Partagés (CEP) en Bourgogne-Franche-Comté.

Ce nouvel appel à manifestation d'intérêt prévoit d'aider la création d'un poste de CEP, à hauteur de 24 000€/an pendant trois ans, dans la limite des budgets disponibles. Le SIED 70 dispose actuellement de 2 Conseillers en Energie partagés qui doivent faire face à 29 adhésions au service. L'ADEME considère que 4 Conseillers en Energie partagés seraient nécessaires pour couvrir le territoire.

Pour mémoire, l'adhésion au service CEP permet la réalisation d'audits énergétiques gratuits financés par l'ADEME et le SIED 70. A ce jour, 28 audits énergétiques ont été lancés dans ce cadre. En outre, les CEP gèrent :

- les études photovoltaïques (81 demandes à ce jour), de la faisabilité jusqu'au suivi.
- les 15 dossiers "Appel à projet MDE" par an sur l'ensemble du territoire (prévision)
- les demandes de subvention éclairage public sous maîtrise d'ouvrage communale
- La valorisation des CEE (pour mémoire : 975 244,31 € récupérés depuis 2014 dont 350 358,16 € pour les collectivités)
- le groupement d'achat d'énergie dans sa configuration actuelle

Le Bureau Syndical réuni en séance le 29 septembre 2020 a autorisé Monsieur Le Président à présenter le dossier de subvention correspondant auprès de l'ADEME et émis un avis favorable à la création de poste correspondante.

Il est proposé au Comité Syndical d'autoriser la création d'un poste de technicien territorial pour un 3^{ème} CEP au 1er novembre 2020, d'autoriser le cas échéant le recrutement d'un contractuel dans la limite d'un traitement indiciaire de l'indice brut 372 avec le régime indemnitaire identique à celui d'un technicien territorial et, de mettre à jour le tableau des effectifs en conséquence.

TRANSFORMATION D'UN POSTE D'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 2ème CLASSE A TEMPS à 50% EN TEMPS COMPLET

Par délibération n°10 du 14 octobre 2019, le Bureau Syndical avait créé un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe à temps non complet (17.5 heures hebdomadaires) afin d'assurer les missions de comptable au sein du service EnR (pour les opérations relatives aux chaufferies du SIED70 notamment) et d'en assurer une partie des tâches administratives mais également pour assurer la continuité du service comptabilité, dans le domaine de la paie et du traitement des factures des entreprises de travaux.

Avec le développement du service EnR-MDE (Energies renouvelables et maîtrise de l'énergie) de ces dernières années (appels à projets maîtrise de l'énergie dans les bâtiments, valorisation des Certificats d'Economie d'Energie, études de faisabilité bois, diagnostic énergétique, mise en place de structures de production photovoltaïque, ...), la charge de travail du service a augmenté et nécessite pour y faire face de passer à un temps complet (35 heures hebdomadaires).

Le Bureau Syndical réuni en séance le 29 septembre 2020 a émis à l'unanimité un avis favorable à cette transformation de poste. Le Comité Technique du Centre de Gestion a également émis à l'unanimité, le 6 octobre 2020, un avis favorable à cette transformation.

Ainsi, il est proposé de transformer ce poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe à temps non complet (17.5heures) en un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe à temps complet au 1er novembre 2020 et de mettre à jour le tableau des effectifs en conséquence.

CREATION D'UN POSTE DE TECHNICIEN TERRITORIAL

Depuis plusieurs années déjà, le programme de travaux du SIED 70 dans le domaine de l'électrification a fortement augmenté, notamment dans le secteur des dissimulations de réseau (programmation de 3 millions d'euros HT supplémentaires entre 2017 et 2019, 1.3 millions d'euros HT supplémentaires en 2020).

Afin de faire face, en partie, à cette situation et former du personnel adapté à ce métier, le SIED 70 a recruté un apprenti pour l'année scolaire 2019-2020 et a renouvelé l'expérience avec un nouvel apprenti pour la période 2020-2021.

Néanmoins, cette augmentation de la charge de travail des chargés de secteur, qui s'accompagne en outre de la réduction du temps de travail effectif d'un des techniciens du service réseau en raison de ses mandats d'élu, entraîne des difficultés pour la mise en œuvre du programme FACÉ.

Afin d'assurer le maintien au niveau actuel de l'activité réseau, il est proposé de créer un poste de technicien territorial à temps complet au 1er novembre 2020, d'autoriser le cas échéant le recrutement d'un contractuel dans la limite d'un traitement indiciaire de l'indice brut 372 avec le régime indemnitaire identique à celui d'un technicien territorial et, de mettre à jour le tableau des effectifs en conséquence.

Le Bureau Syndical réuni en séance le 29 septembre 2020 a émis à l'unanimité un avis favorable à cette création de poste.

CREATION D'UN POSTE RELEVANT DU CADRE D'EMPLOI DES REDACTEURS TERRITORIAUX

Le Comité Syndical est informé du départ programmé de l'assistante de direction du SIED70. Cet agent assure notamment la préparation des Comités et Bureaux du SIED 70 ainsi que l'établissement des demandes de subvention auprès du FACÉ.

Afin de permettre le recrutement et la formation d'un agent avant le départ de l'actuelle assistante de direction, il est proposé de créer un poste relevant du cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux (catégorie B). Le Bureau Syndical réuni en séance le 29 septembre 2020 a émis à l'unanimité un avis favorable à cette création de poste.

Il est proposé de créer un poste relevant du cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux à temps complet, d'autoriser le cas échéant le recrutement d'un contractuel dans la limite d'un traitement indiciaire de l'indice brut 372 avec le régime indemnitaire identique à celui d'un rédacteur territorial et, de mettre à jour le tableau des effectifs en conséquence.

RECRUTEMENT D'UN AGENT CONTRACTUEL SUR UN EMPLOI TEMPORAIRE POUR ACCROISSEMENT D'ACTIVITE (Service ENR)

Le SIED 70 est sollicité par de nombreuses communes dans le cadre des projets de construction de chaufferies bois et de réseau chaleur, soit en accompagnement (assistance à maîtrise d'ouvrage : Bouhans et Feurg, Bougnon, Amance, Lavoncourt, Avrigney-Virey), soit par transfert de compétence (Moimay, et Vauvillers).

Cette activité a été encore augmentée avec le groupement de commandes proposé aux collectivités pour les études de faisabilité bois, tant du point de vue du suivi du marché que de l'accompagnement des collectivités (Errevet, Champagny, Gevigney et Mercey, Villers le Sec, Faverney, et Vouhenans).

Par ailleurs, le service continue à gérer les chaufferies déjà en place à Scey-sur-Saône, Gy et Marnay ainsi que leurs extensions programmées (Gy et Scey-sur-Saône).

Ce surcroît d'activité ne peut être supporté par la seule Chargée de mission EnR actuellement en poste, même si elle est actuellement assistée par une technicienne en formation par alternance. Afin de faire face à cet accroissement de l'activité, il est nécessaire de recruter temporairement du personnel.

Il est donc proposé de recruter un agent contractuel à temps complet pour une durée de 1 an au niveau BTS ou DUT en référence au grade de technicien soit une rémunération entre l'indice brut 372, indice majoré 343 et l'indice brut 597, indice brut 503.

REEVALUATION DE REMUNERATION D'UN CONTRACTUEL (Chargé de secteur)
--

Le SIED 70 emploie des agents titulaires mais également des agents contractuels en CDI. Par délibération n°2 du 6 septembre 2017, le Bureau Syndical avait fixé à l'indice brut au plus égal à 389 le niveau de rémunération d'un chargé de secteur occupant un poste de technicien territorial dans le cadre d'un Contrat à Durée Indéterminée (CDI).

Le deuxième alinéa de l'article 1-2 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels indique que « la rémunération des agents employés à durée indéterminée fait l'objet d'une réévaluation au moins tous les trois ans notamment au vu des résultats des entretiens professionnels ».

Au vu de la manière de servir de l'agent, de ses évaluations individuelles et de ses résultats, il sera proposé d'établir une nouvelle rémunération de cet agent par analogie à l'échelon 5 du grade de technicien territorial, soit indice brut 415, indice majoré 369 avec le régime indemnitaire correspondant à ce grade (IFSE, CIA, Indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour les techniciens) à compter du 1er décembre 2020.

Le Bureau Syndical réuni en séance le 29 septembre 2020 a émis à l'unanimité un avis favorable à cette nouvelle rémunération.

PERIMETRE DES AIDES A L'ELECTRIFICATION RURALE

Les travaux d'électrification rurale bénéficient de financement par le Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités territoriales pour l'électrification rurale » (CAS FACÉ).

En 2020 certains travaux d'électrification de toutes les communes du département, sauf ARC-LES-GRAY, CHAMPAGNEY, ECHENOZ-LA-MELINE, FOUGEROLLES, FROIDECONCHE, GRAY, GRAY-LA-VILLE, HERICOURT, LURE, LUXEUIL-LES-BAINS, NAVENNE, NOIDANS-LES-VESOUL, PORT-SUR-SAONE, RONCHAMP, ROYE SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE, SAINT-SAUVEUR, VAIVRE-ET-MONTOILLE ET VESOUL, peuvent bénéficier des financements du CAS FACÉ.

Un décret en préparation pourrait modifier le territoire d'intervention du CAS FACÉ et ainsi, à la demande du SIED 70 et après avis d'Enedis et de SICAE Est, Madame la Préfète pourrait étendre, par arrêté motivé, le bénéfice des aides à des travaux effectués sur le territoire de communes dont la population totale est inférieure à cinq mille habitants, compte tenu notamment de leur isolement ou du caractère dispersé de leur habitat ou de leur densité de population. Ainsi certaines communes sont susceptibles de changer de régime.

Il est proposé au Comité Syndical que le SIED 70 puisse établir, après avis des communes concernées, une requête auprès du préfet dans les conditions qui seront définies.

PRISES DE PARTICIPATION DE LA SEML CÔTE D'OR ENERGIES
dans la Société BF Énergie 2

A titre liminaire et pour rappel, la SEML Côte-d'Or Énergies est actionnaire de la société BF Énergie, à hauteur de 47.92 %, aux côtés de deux autres actionnaires : BF Holding basé à Aiserey (21) (26.04 %) et la SICAE Est (26.04 %), distributeur d'électricité basé à Vesoul.

Cette société BF Énergie développe, construit, investit et exploite des centrales photovoltaïques en toiture. Elle a ainsi développé 3.22 MWc de projets photovoltaïques dont 2 MWc sont d'ores et déjà en exploitation dans la région.

Comme il est d'usage dans le cadre des énergies renouvelables et pour des raisons liées au financement, chaque société porte un nombre réduit de projet. Chaque projet éolien ou photovoltaïque au sol est ainsi porté par une société dédiée (une « société de projet »). Dans le cas des centrales photovoltaïques toitures, chaque projet, de par sa taille, ne suffit pas à la création d'une société de projet dédiée. Ces projets sont alors regroupés au sein d'une même société afin d'atteindre un volume suffisant.

BF Énergie arrive ainsi à son terme de développement et il est désormais nécessaire de créer une seconde société afin de continuer à développer des projets sur le territoire.

BF Holding et la SICAE Est ont donc créé la société « BF Énergie 2 » afin de débiter le développement de nouveaux projets et avec l'objectif de faire entrer la SEML Côte-d'Or Énergies dans l'actionnariat dès que ses actionnaires publics auront donné leur accord.

BF Énergie 2 ainsi constituée aura pour objectif de développer un portefeuille de 5 MWc de centrales photovoltaïques en toiture sur des bâtiments publics (communaux, communautaires, ...) et privés (hangars agricoles, toitures d'entreprises...). Le siège social de BF Énergie 2 sera situé à Dijon. Le capital social de BF Énergie 2 sera à terme d'un montant estimatif de 100 000 €. Ce montant correspond à 10 % des fonds propres à apporter, soit 750 000 € (20 % du montant d'investissement global : 5 M€).

Tout comme BF Énergie, BF Énergie 2 pourra bénéficier de l'expertise d'O'sitoit (filiale de l'actionnaire BF Holding) en tant que développeur de projets mais également en tant qu'installateur. Cette alliance permettra donc de compter sur les équipes locales d'O'sitoit (basées à Aiserey en Côte-d'Or) afin de construire les centrales et d'en assurer l'entretien.

Il appartient au SIED70, de donner son accord en vertu de l'article L1524-5 du CGCT qui dispose "que toute prise de participation d'une SEML dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord express de la ou les collectivités territoriales actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration".

Il est donc proposé au Comité Syndical d'autoriser la SEML Côte-d'Or Énergies à entrer au capital de BF Energie 2 qui pourra atteindre à terme un montant maximal de 100 k€, à la valeur nominale de l'action (sans prime d'émission).

PRISES DE PARTICIPATION DE LA SEML COTE D'OR ENERGIES
dans la Société « Centrale photovoltaïque de Labergement-les-Seurre »

La Commune de Labergement-les-Seurre dispose d'un terrain situé à l'ouest de son territoire en bordure de la RD973. Cette parcelle communale accueille différents types de terrain

- 1.3 ha de friches,
- 4.1 ha de terrain dégradé : ce site a notamment accueilli une activité de recyclage de matériaux (concassage) durant plusieurs années et n'est désormais plus utilisé,
- 19.4 ha de surface agricole.

Le projet de centrale photovoltaïque s'implantera sur la partie friche et terrain dégradé (surface de 5.4 ha). Un complément d'environ 2 ha sera réalisé sur la première partie agricole afin de pouvoir concevoir un projet de 4.99 MWc, ce qui le rendra plus concurrentiel par rapport

à d'autres projets en France améliorant ainsi les chances d'être retenu dans le cadre d'un appel d'offre de la CRE (Commission de Régulation de l'Énergie).

Ces parcelles dégradées ne permettraient pas l'accueil d'équipements courants. Pour cette raison, la Commune de Labergement-les-Seurre a souhaité initier le développement d'un projet de centrale photovoltaïque au sol permettant de valoriser cette surface perdue tout en contribuant au développement des énergies renouvelables sur son territoire.

L'aménagement de ce terrain permettra de créer une centrale photovoltaïque d'une puissance estimative de 4.99 MW produisant 5 950 MWh/an soit la consommation électrique annuelle (hors chauffage) de 2 530 foyers.

Afin de développer ce projet de centrale photovoltaïque, la SEML Côte-d'Or Énergies s'associe à GEG (Gaz Electricité de Grenoble).

La société de projet devra être créée au plus tard avant le dépôt de la demande d'autorisation. L'actionnariat de la société, créée sous forme de SAS, sera le suivant :

- 51 % SEML Côte-d'Or Énergies
- 49 % GEG ENeR

Une fois le projet prêt à construire, une ouverture du capital aux citoyens sera réalisée. Le siège social de la Société sera situé à Dijon (21000), 9A Rue René Char.

Il appartient au SIED70, de donner son accord en vertu de l'article L1524-5 du CGCT qui dispose "que toute prise de participation d'une SEML dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord express de la ou les collectivités territoriales actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration".

Il est donc proposé au Comité Syndical d'autoriser la SEML Côte-d'Or Énergies à créer et entrer au capital de la SAS « Centrale photovoltaïque de Labergement-les-Seurre », dans les conditions citées ci-dessus.

<p style="text-align: center;">PRISES DE PARTICIPATION DE LA SEML COTE D'OR ENERGIES dans la Société « Centrale photovoltaïque de la Grisière »</p>

La Ville de Mâcon dispose d'un immense terrain situé au nord de son territoire intégrant le Parc de La Grisière. Ce terrain a notamment accueilli une ancienne décharge dont l'exploitation s'est terminée en 1995. Aujourd'hui, une partie du site a été réaménagée pour accueillir des infrastructures telles qu'une déchèterie et divers équipements sportifs. Par ailleurs, des projets sont en cours d'étude sur ce secteur comme la création d'un verger conservatoire.

Une partie du site d'une surface d'environ 4 hectares est constituée des anciens casiers de la décharge, c'est-à-dire les zones de stockage et d'enfouissement des déchets. Ces parcelles ne permettraient pas l'accueil d'équipements courants. Pour cette raison, la Ville de Mâcon a souhaité initier le développement d'un projet de centrale photovoltaïque au sol permettant de valoriser cette surface perdue tout en contribuant au développement des énergies renouvelables sur son territoire.

L'aménagement de ce terrain permettra de créer une centrale photovoltaïque d'une puissance estimative de 3.9 MW produisant 4 570 MWh/an soit la consommation électrique annuelle (hors chauffage) de 1 945 foyers.

Le SYDESL, Syndicat Départemental d'Énergie de Saône-et-Loire, et la SEML Côte-d'Or Énergies ont ainsi décidé d'unir leurs forces afin de développer ce projet de centrale photovoltaïque. Dès leur offre, le SYDESL et la SEML Côte-d'Or Énergies ont proposé à la Ville de Mâcon d'intégrer d'autres acteurs locaux au partenariat. Le projet sera ainsi co-développé, dès sa phase étude, par cinq entités locales, qui seront par la suite actionnaires de la société dédiée à ce projet : le SYDESL, la SEML Côte-d'Or Énergies, la Ville de Mâcon, Mâconnais Beaujolais Agglomération et la SEMA 71.

La société de projet devra être créée au plus tard avant le dépôt de la demande d'autorisation. Cependant, les cinq parties souhaitent la créer au plus vite afin de faciliter la gestion du développement. L'actionnariat de la société, créée sous forme de SAS, sera le suivant :

- 30 % SEML Côte-d'Or Énergies
- 21 % SEMA 71
- 30% SYDESL
- 10% Ville de Mâcon
- 9% Mâconnais Beaujolais Agglomération

Le siège social de la Société sera situé à Mâcon (71000), Cité de l'entreprise - 200 Boulevard de la Résistance.

Il appartient au SIED70, de donner son accord en vertu de l'article L1524-5 du CGCT qui dispose "que toute prise de participation d'une SEML dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord express de la ou les collectivités territoriales actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration".

Il est donc proposé au Comité Syndical d'autoriser la SEML Côte-d'Or Énergies à créer et entrer au capital de la SAS « Centrale photovoltaïque de la Grisière », dans les conditions citées ci-dessus.

BUDGETS 2020

A/ Budget principal supplémentaire (proposition)

Le projet de budget principal supplémentaire 2020 a été établi sur les bases ci-après :

- Le constat, suite à une mise au point sur les modalités de récupération de la TVA avec la DDFIP d'une somme plus importante que prévu (+ 15 000 € à l'article 2315, chapitre 041) à récupérer auprès des concessionnaires, somme qui nécessite des opérations d'équilibre en recette et en dépense (article 2762).

B/ Décision modificative budget annexe 2020 de la chaufferie de Scey (proposition)

Une erreur dans la saisie du budget a nécessité le transfert de 0.23 € de l'article 023 « virement à la section de fonctionnement » vers l'article 002 « déficit antérieur reporté » par une décision de virement de crédit durant la période de l'état d'urgence sanitaire en application de l'article 4-I de l'ordonnance n° 2020-330 du 25 mars 2020.

Par ailleurs, au vu des températures élevées enregistrées cette année, les prévisions de consommation de bois et de recettes ont été revues à la baisse (respectivement - 10 000 € et - 6 200 €) alors que les prestations d'entreprises ont été revues en légère hausse (+ 3 900 €) en tenant compte d'une taxe foncière payée moindre (- 100 €).

C/ Décision modificative budget annexe 2020 de la chaufferie de Gy (proposition)

Pour le bon équilibre du budget, notamment la couverture des emprunts en capital par les recettes réelles, il a été nécessaire de procéder à des opérations d'équilibre en exploitation et en investissement pour 3 500 € par un virement de la section d'exploitation à la section d'investissement.

Outre quelques ajustements sur la consommation de bois, le paiement des impôts, des intérêts d'emprunts et les recettes attendues, il a été prévu une somme de 26 721.37 € supplémentaires en dépense d'investissement en lien avec l'extension prévue vers l'EHPAD qui doit débuter cette année, couverte en partie par un prêt du budget principal (23 221.37 €).

D/ Décision modificative budget annexe 2020 de la chaufferie de Marnay (proposition)

Pour le bon équilibre du budget, notamment la couverture des emprunts en capital par les recettes réelles, il a été nécessaire de procéder à des opérations d'équilibre en exploitation et en investissement pour 2 200 € par un virement de la section d'exploitation à la section d'investissement.

En outre, il est procédé à quelques ajustements sur la consommation de bois, des intérêts d'emprunts et les recettes attendues, et compenser quelques dépenses de réparations en fonctionnement.

Le Bureau Syndical réuni en séance le 29 septembre 2020 a émis à l'unanimité un avis favorable à ces modifications.

ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2021

Le budget principal repose sur les ressources suivantes :

- 1) La TCFE (Taxe de consommation finale d'électricité)
- 2) Les subventions du Compte d'affectation spéciale pour le financement des aides aux collectivités territoriales pour l'électrification rurale (FACÉ).
- 3) Les financements des concessionnaires : redevances de concessions, participation (pour Enedis uniquement) au titre de la PCT (Part couverte par le tarif) et participations au titre de l'environnement (article 8).
- 4) Les participations des demandeurs de travaux dans les conditions des guides définis par le Bureau dépendant principalement de la perception ou non par le SIED 70 de la TCFE sur le territoire des communes.
- 5) La valorisation du travail que les services du SIED 70 réalisent au titre des travaux (9,5% du montant HT des travaux) : FIMO (Frais Interne de Maîtrise d'Œuvre).
- 6) Le produit de la vente des CEE (Certificats d'Economie d'Energie)
- 7) L'excédent reporté

Les dépenses comprennent :

- 1) Les charges à caractère général, salariales et diverses.
- 2) Les travaux sur le réseau d'électricité en se limitant strictement pour les renforcements électriques à l'enveloppe minimale de travaux nécessaire à obtenir l'aide maximale.
- 3) Les travaux d'éclairage public et de génie civil de télécommunications pour le compte des communes
- 4) Les immobilisations corporelles (investissements de biens propres au SIED 70).
- 5) Les participations du syndicat aux études et travaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage des communes.
- 6) Les avances sur les budgets annexes, notamment « Production électrique d'origine renouvelable »
- 7) Les reversements de la valorisation des CEE (Certificats d'Economie d'Energie)

On trouvera ci-après un tableau qui précise les dépenses et les recettes envisageables pour 2021

Recettes			Dépenses	
TCFE		3 200 000 €	Charges à caractère générale	300 000 €
FACÉ		3 915 000 €	Charges salariales	750 000 €
Concessionnaires	Redevances	1 400 000 €	Autres charges de la gestion courante	100 000 €
	PCT	640 000 €	Reversement CEE	30 000 €
	A8	342 000 €	Travaux TTC électricité	8 030 000 €
Participation demandeurs		4 140 000 €	Travaux TTC éclairage public	3 785 000 €
FIMO		590 000 €	Travaux TTC génie civil télécom	1 183 000 €
Vente CEE		100 000 €	Immobilisations corporelles	60 000 €
TVA récupérée		1 239 000 €	Participations aux travaux des communes	1 750 000 €
Subventions TEPCV		200 000 €	Avances budgets annexes	2 000 000 €
Excédent antérieur		2 272 000 €	Travaux gaz la Côte	50 000 €
Total		18 038 000 €	Total	18 038 000 €

Les montants des recettes sont basés sur les hypothèses de travail suivantes :

- des dotations FACÉ estimées sur la base des acomptes restant à percevoir
- un maintien de la taxe à son niveau actuel compte tenu de sa pérennisation annoncée par le projet de loi de finances 2021

- des redevances de concession, Article 8 anticipant les gains envisagés par la signature d'un nouveau contrat avec les concessionnaires.
- la prise en compte des dernières subventions à solder avec le dispositif TEPCV (Territoire Energie Positive et de la Croissance Verte) et des gains issus de la vente de CEE (Certificats d'Economie d'Energie)
- l'adéquation de la participation des demandeurs, de la FIMO, de la PCT, de la TVA récupérée avec le montant des travaux envisagés.

Les montants des dépenses prennent en compte les hypothèses suivantes :

- maintien des charges générales, de gestion courante et des immobilisation corporelles à un niveau identique
- les charges salariales comprennent la création d'un second poste de CEP (subventionné en grande partie par l'ADEME pour les 2 premières années)
- le reversement des produits de la vente des CEE aux communes et EPCI qui en ont confié la valorisation au syndicat.
- un programme de travaux (électricité, éclairage public, génie civil de télécommunication) basé sur les demandes validées en 2019.
- des participations aux travaux des communes compte tenu du programme travaux important et des taux de participations du Syndicat revus à la hausse en début d'année 2019.
- des avances sur les budgets annexes pour couvrir, notamment, les demandes d'installation de panneaux photovoltaïques pour lesquelles le syndicat a été sollicité en tant que maître d'ouvrage et les premières études liées aux transferts de compétence de réseau de chaleur de Moimay et Vauvillers.

Toutes les valeurs surlignées du tableau ci-avant proviennent d'une estimation de réalisation de travaux basée sur le récapitulatif ci-après :

PRO- GRA M- MES	TRAVAUX	Montant global TTC des travaux	Montant global HTVA des travaux du programme	Montant HT des travaux facturés par entreprises	Montant des travaux en régie	Montant minimum HT des travaux subvention- nables par le FACE	Ventilation des ressources					Participation du SIED 70
							TVA récupérée	FACÉ	Région	Conces- sionnaires	Demandeurs de travaux	
TRAVAUX SUR LE RESEAU DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE												
FACE	tranche A/B : renforcement	1 608 000 €	1 360 000 €	1 242 000 €	118 000 €	1 353 750 €	248 000 €	1 083 000 €	0 €	0 €	0 €	277 000 €
	tranche A/B : extension	402 000 €	340 000 €	310 500 €	29 500 €	338 750 €	62 000 €	271 000 €	0 €	0 €	0 €	69 000 €
	tranche S : sécurisation fils BT nus	378 000 €	320 000 €	292 200 €	27 800 €	317 500 €	58 000 €	254 000 €	0 €	0 €	0 €	66 000 €
	tranche S' : sécu- risation petits fils BT nus	272 000 €	230 000 €	210 000 €	20 000 €	230 000 €	42 000 €	184 000 €	0 €	0 €	0 €	46 000 €
	tranche C : aména- gement esthétique	568 000 €	480 000 €	438 400 €	41 600 €	335 000 €	88 000 €	268 000 €	0 €	0 €	144 000 €	68 000 €
syn- dical	renforcement et sécurisation hors FACE	0 €	0 €	0 €	0 €	/	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	aménagement esthétique A8	1 017 000 €	860 000 €	785 400 €	74 600 €	/	157 000 €	0 €	0 €	342 000 €	344 000 €	174 000 €
	aménagement es- thétique hors A8 et FACE	1 537 000 €	1 300 000 €	1 187 200 €	112 800 €	/	237 000 €	0 €	0 €	0 €	260 000 €	1 040 000 €
	extension avec PCT (sans R2 dans 2 ans)	1 892 000 €	1 600 000 €	1 461 200 €	138 800 €	/	292 000 €	0 €	0 €	640 000 €	197 000 €	763 000 €
	extension hors PCT (avec R2 dans 2 ans)	355 000 €	300 000 €	274 000 €	26 000 €	/	55 000 €	0 €	0 €	0 €	55 000 €	245 000 €
Totaux des travaux sur le réseau d'électricité		8 029 000 €	6 790 000 €	6 200 900 €	589 100 €	2 575 000 €	1 239 000 €	2 060 000 €	0 €	982 000 €	1 000 000 €	2 748 000 €
INVESTISSEMENTS SOUS MANDAT : Autres programmes syndicaux :												
S _{EP}	Eclairage public : optimisation	2 247 000 €	1 900 000 €	1 735 200 €	164 800 €	/	0 €	0 €	0 €	0 €	727 000 €	1 520 000 €
	Eclairage public	1 538 000 €	1 300 000 €	1 187 200 €	112 800 €	/	0 €	0 €	0 €	0 €	1 317 000 €	221 000 €
S _{GCT}	Génie civil de communications électroniques	1 183 000 €	1 000 000 €	913 200 €	86 800 €	/	0 €	0 €	0 €	0 €	1 096 200 €	86 800 €
S _{IRVE}	IRVE recharge véhicules électriques											
Totaux des travaux réalisés pour le compte de tiers		4 968 000 €	4 200 000 €	3 835 600 €	364 400 €		0 €	0 €	0 €	0 €	3 140 200 €	1 827 800 €
TOTAUX GENERAUX		12 997 000 €	10 990 000 €	10 036 500 €	953 500 €	2 575 000 €	1 239 000 €	2 060 000 €	0 €	982 000 €	4 140 200 €	4 575 800 €

Par rapport à l'enveloppe des travaux retenus par le budget 2019, les programmes de travaux 2020 sont basés sur les hypothèses ci-après :

- Les aides du Facé 2019 sont en légère baisse par rapport à 2018. On peut néanmoins envisager un maintien du montant alloué pour 2020 (2 060 000 €). Pour les orientations budgétaires, il est tenu compte des acomptes à percevoir sur les dotations des années 2016 à 2020
- Maintien des montants de travaux du réseau d'électricité à un niveau comparable à la programmation 2019.
- Ajustement des montants des travaux d'optimisation et d'extension de l'éclairage public réalisés par le SIED 70 aux niveaux programmés de 2019, ces travaux ayant été maintenus à un niveau plus élevé que prévu cette année compte tenu des incitations du Syndicat.
- A contrario, des participations aux travaux des communes sous maîtrise d'ouvrage communale aux ambitions plus modestes en 2020 compte tenu du recours de plus en plus fréquent à la délégation de maîtrise d'ouvrage au syndicat.

En outre, ces orientations budgétaires prévoient une forte réalisation dans le domaine des énergies renouvelables (avances sur budget annexes) en adéquation avec les demandes reçues et les projets connus au stade de l'étude d'opportunité et n'envisagent plus sur l'année 2020 la construction de la chaufferie de Vesoul. Ces hypothèses seront à conforter au stade du budget en fonction de la volonté des partenaires concernés restant à affirmer sur ces projets, les possibles subventions de l'Etat et la capacité des services du syndicat à traiter l'ensemble de ces dossiers.

Le Comité Syndical aura à débattre de ces orientations.
